

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/9524
3 décembre 1969

ORIGINAL : FRANCAIS

LETTRE DATEE DU 2 DECEMBRE 1969, ADRESSE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE SECURITE PAR LES REPRESENTANTS DE L'ALGERIE, DU CAMEROUN, DU CONGO (BRAZZAVILLE), DU CONGO (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU), DE LA COTE D'IVOIRE, DU DAHOMEY, DE L'ETHIOPIE, DU GABON, DU GHANA, DE LA GUINEE, DE LA HAUTE-VOLTA, DU KENYA, DU LESOTHO, DU LIBERIA, DE LA LIBYE, DE MADAGASCAR, DU MALI, DU MAROC, DE MAURICE, DE LA MAURITANIE, DU NIGER, DU NIGERIA, DE L'OUGANDA, DE LA REPUBLIQUE ARABE UNIE, DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, DU RWANDA, DU SENEGAL, DU SIERRA LEONE, DE LA SOMALIE, DU SOUDAN, DE LA TANZANIE, DU TCHAD, DU TOGO, DE LA TUNISIE ET DE LA ZAMBIE

Les Etats africains, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs, ont l'honneur de venir, par la présente lettre, soutenir la demande de convocation du Conseil de sécurité faite par le représentant permanent du Sénégal suite aux récentes violations délibérées de l'intégrité territoriale de la République du Sénégal par le Portugal (document S/9513 du 27 novembre 1969).

Ce faisant, les Etats africains entendent non seulement se conformer aux dispositions pertinentes de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, mais également manifester leur solidarité agissante à la république soeur du Sénégal au moment où elle connaît des pertes en vies humaines et des dégâts matériels importants du fait des bombardements de la part de l'armée régulière portugaise. Ce n'est certes malheureusement pas la seule agression du Portugal contre un Etat africain. Déjà en 1963, le Sénégal avait été agressé. La République démocratique du Congo, la République de Zambie, la République de Guinée ont connu et connaissent encore des actes d'agression sur leur territoire. La République du Congo Brazzaville a, elle aussi, très souvent subi des bombardements de la part du Portugal. La République-Unie de Tanzanie a connu des atteintes à l'intégrité de son territoire suite aux agressions du Portugal. Tous ces faits, Monsieur le Président, sont connus des membres du Conseil de sécurité qui ont déjà adopté des résolutions condamnant le Portugal pour ses agressions contre ces territoires africains.

La demande de convocation du Conseil de sécurité par les Etats africains découle de la Charte de l'OUA qui fait obligation à tous les Etats membres de "renforcer l'unité et la solidarité africaines" et "d'éliminer sous toutes ses formes le colonialisme en Afrique".

Le Sénégal a été agressé parce qu'il s'est conformé à la Charte de l'OUA et parce qu'il a, comme tous les Etats africains, appliqué les résolutions de l'OUA et des Nations Unies qui condamnent le Portugal pour son refus de reconnaître l'autodétermination pour les peuples africains sous sa domination.

L'Afrique se sent donc concernée par cette menace perpétuelle des forces régulières de l'armée portugaise dans leur guerre de reconquête en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). Au cours de ses multiples réunions, l'Organisation de l'unité africaine, par les voix les plus autorisées, a toujours stigmatisé l'attitude de défi adoptée par les fascistes de Lisbonne malgré les résolutions adoptées tant par l'Assemblée générale que par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

L'OUA s'est sentie et continue à se sentir préoccupée des menaces et des actes d'agression constamment perpétrés par le Portugal contre les Etats africains limitrophes des territoires qui sont sous sa domination.

Les Etats africains, en renouvelant leur confiance au Conseil de sécurité, espèrent que cet important organe saura faire face à la situation et prendre les mesures qui s'imposent pour mettre un terme à ces agressions caractérisées, agissant de ce fait dans le cadre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Le représentant de l'Algérie
Le représentant du Cameroun
Le représentant du Congo (Brazzaville)
Le représentant du Congo (République démocratique du)
Le représentant de la Côte d'Ivoire
Le représentant du Dahomey
Le représentant de l'Ethiopie

Le représentant du Gabon
Le représentant du Ghana
Le représentant de la Guinée
Le représentant de la Haute-Volta
Le représentant du Kenya
Le représentant du Lesotho
Le représentant du Libéria
Le représentant de la Libye
Le représentant de Madagascar
Le représentant du Mali
Le représentant du Maroc
Le représentant de Maurice
Le représentant de la Mauritanie
Le représentant du Niger
Le représentant du Nigéria
Le représentant de l'Ouganda
Le représentant de la République arabe unie
Le représentant de la République centrafricaine
Le représentant du Rwanda
Le représentant du Sénégal
Le représentant du Sierra Leone
Le représentant de la Somalie
Le représentant du Soudan
Le représentant de la Tanzanie
Le représentant du Tchad
Le représentant du Togo
Le représentant de la Tunisie
Le représentant de la Zambie

